

DEC211638DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie PIERRAT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR 5114 intitulée COMPTRASEC.

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201515DGDS du 18 décembre 2020 portant prolongation des structures opérationnelles de recherche de l'unité UMR 5114, intitulée CENTRE DE DROIT COMPARE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIAL (COMPTRASEC), dont le directeur est M. Philippe MARTIN ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sophie PIERRAT, ingénieure d'étude, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie PIERRAT, délégation est donnée à Mme Mme Héloïse LAMIRAULT, assistante ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie PIERRAT et de Mme Héloïse LAMIRAULT, délégation est donnée à Mme Pascale CHAMBARETAUD, assistante ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégrant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Pessac, le 1^{er} avril 2021

Le directeur d'unité

M. Philippe MARTIN

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

